



Arrêté N° 41-2024-06-03-00001
portant mise en demeure de respecter les prescriptions réglementaires
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
à l'encontre de la société GIE les Faluns de Contres – LE CONTROIS-EN-SOLOGNE

LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L.121-1 et L.122-1 ;

Vu le décret du président de la République daté du 13 juillet 2023 nommant M. Xavier PELLETIER en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 septembre 1994 relatif aux prescriptions générales applicables à l'exploitation des carrières au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ; notamment en son article 12.3. III ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 15 juillet 2018 au Groupement d'Intérêt Économique Les Faluns de Contres pour l'exploitation d'une carrière de falun sur le territoire des communes de Contres et Sassay (41), aux lieux-dits « Château Gabillon », « La Bardonnière » et « les Varennes » ; notamment en ses articles 1.5, 9.4.1, 2.3.4 et 2.4.3.2.2 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 26 avril 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le courrier en date 26 avril 2024 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite en date du 10 avril 2024 et l'examen des éléments en sa possession, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits constituant des manquements à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter tels que :

— la distance des 10 m de la limite du périmètre autorisé d'exploitation qui n'est pas respectée ;

— l'exploitant n'a pas réalisé de rapport d'exploitation ; comprenant notamment les surfaces S1, S2 et S3 en cours d'exploitation ;

- l'exploitant n'a pas respecté le phasage d'exploitation ;
- l'exploitant n'a pas respecté la côte minimale du carreau de la carrière ;
- l'exploitant n'a pas mis en place de procédure préalable pour l'admission des déchets utilisés pour le remblai de la carrière, permettant de s'assurer de la qualité de ceux-ci et de l'absence de pollution engendrée dans le cadre du remblaiement du site ;

considérant que l'exploitant n'assure pas la traçabilité des déchets entrants, permettant de confirmer la qualité des remblais utilisés, constituant un manquement à l'article 12.3. III de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé ;

Considérant que ces constats sont susceptibles de conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations ou d'avoir un impact important sur l'environnement et sur les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société GIE Les Faluns de Contres de respecter les dispositions de son arrêté préfectoral, et de l'arrêté ministériel régissant le site :

- l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2018 – Limites d'exploitation et distances de sécurité,
 - l'article 9.4.1 de l'arrêté du 15 juillet 2018 – Rapport d'exploitation,
 - l'article 2.3.4 de l'arrêté du 15 juillet 2018 – phasage d'exploitation,
 - l'article 2.3.4 de l'arrêté du 15 juillet 2018 – carreau de la carrière,
 - l'article 12.3. III de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 – Remblayage de carrière et traçabilité des déchets admis,
 - l'article 2.4.3.2.2 de l'arrêté du 15 juillet 2018 – procédure d'acceptation préalable des déchets,
- afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

ARRETE

Article 1 – La société GIE Les Faluns de Contres exploitant une carrière sise aux lieux-dits « Château Gabillon », « La Bardonnière » et « les Varennes » au CONTROIS-EN-SOLOGNE (41), est mise en demeure de respecter sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- 1 – les dispositions de l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2018 en respectant la bande de sécurité des 10 m par rapport aux limites d'exploitation autorisées ;
- 2 – les dispositions de l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2018 en transmettant à l'inspection les éléments concernant les surfaces S1, S2 et S3 d'exploitation pour l'année 2023 ;
- 3 – les dispositions de l'article 2.3.4 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2018 en remettant à niveau l'ensemble des zones exploitées à la côte minimale du carreau de la carrière ;
- 4 – les dispositions de l'article 12.3. III de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, en reprenant les éléments de traçabilité des déchets accueillis sur le site de la carrière dans un registre de suivi pour l'année 2023, et en mettant en place un registre de suivi tenu à jour régulièrement pour les déchets utilisés sur le site pour le remblai des zones exploitées ;

5 – les dispositions de l'article 2.4.3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2018, en mettant en place une procédure d'acceptation préalable des déchets accueillis sur le site de la carrière.

L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées l'ensemble des éléments ci-dessus permettant de justifier leur réalisation.

Article 2 – La société GIE Les Faluns de Contres exploitant une carrière sise aux lieux-dits « Château Gabillon », « La Bardonnière » et « les Varennes » sur la commune du CONTROIS-EN-SOLOGNE (41), est mise en demeure de régulariser sa situation sous cinq mois à compter de la notification du présent arrêté en déposant un dossier de porter à connaissances permettant de mettre à jour le phasage d'exploitation du site sur la durée d'exploitation, tel que défini par les dispositions de l'article 2.3.4 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2018 ;

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du même code.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher et publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.


Conformément aux dispositions édictées par l'article R. 512-39 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie en sera adressée à :

- Monsieur le Maire du CONTROIS-EN-SOLOGNE ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre Val-de Loire.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le Maire du CONTROIS-EN-SOLOGNE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le - **3 JUIN 2024**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général


Faustin GADEN

Délais et voies de recours en page suivante.

Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du Code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

— un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet de Loir-et-Cher – Place de la République – BP 40299 – 41006 BLOIS cedex ;

— un recours hiérarchique, adressé à Mr le Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires- Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R.514-3-1 du Code de l'environnement, au Tribunal Administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr